

CEA Bulletin trimestriel

JAN - MARS



APERÇU CORPORATIVE

Cette édition du Bulletin de la CEA met en lumière les principales réalisations et activités de janvier à mars 2025, illustrant les efforts continus de la CEA en matière de recherche de consensus, de plaidoyer et de production de connaissances dans un environnement en évolution rapide. De la retraite annuelle de l'équipe de la direction au Botswana à la Conférence des ministres et au African Business Forum, la CEA continue de mener des discussions politiques de haut niveau, de mobiliser des partenariats et d'apporter des solutions innovantes aux défis les plus pressants de l'Afrique.

Le Secrétaire général adjoint et Secrétaire exécutif de la CEA, Claver Gatete, a commencé l'année en accueillant la Vice-Secrétaire générale des Nations

Unies, Amina J. Mohammed, et les Secrétaires exécutifs des Commissions régionales des Nations Unies lors d'une retraite de haut niveau à Wenchi, en Éthiopie. Ce rassemblement stratégique a permis une réflexion approfondie sur l'évolution du paysage mondial et régional, favorisant les discussions sur la manière dont les entités régionales des Nations unies peuvent travailler plus efficacement pour aider les États membres à relever des défis complexes en matière de développement. La vice-secrétaire générale (VSG) a souligné l'urgence d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) grâce à une action multilatérale plus forte, à l'adaptabilité financière et à la coopération institutionnelle. Soulignant le rôle essentiel des commissions économiques régionales

(CER), elle a souligné leur contribution à la traduction des engagements mondiaux en stratégies régionales et nationales réalisables. Pour surmonter les contraintes financières, elle a appelé à un financement prévisible, à la réaffectation des ressources et à un engagement plus profond avec les coordinateurs résidents (CR) et les équipes de pays des Nations unies (UNCT). La VSG a également abordé les changements géopolitiques majeurs, soulignant la nécessité d'un système des Nations unies plus agile qui intègre l'action climatique, le développement durable et les tendances économiques émergentes. Elle a plaidé en faveur d'un passage de réunions excessives à des engagements à fort impact qui conduisent à un changement de politique dans le monde réel et au financement du développement. Renforcer les réformes de l'ONU 2.0, tirer parti de la technologie et de l'innovation, et remédier à l'inertie institutionnelle sont des recommandations clés pour moderniser l'approche de l'ONU. Elle a appelé à des interventions ciblées dans les pays prioritaires, à une meilleure coordination des politiques et à une amélioration de la prise de décision fondée sur les données. Pour ce qui est de l'avenir, la VSG a appelé à un effort collectif en faveur de l'accélération régionale des ODD, de l'amélioration des mécanismes de financement et du renforcement des partenariats afin de favoriser un développement durable et équitable.

Renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Union africaine pour le développement de l'Afrique

Dans le cadre d'une étape importante vers le renforcement de la collaboration multilatérale pour le développement de l'Afrique, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Claver Gatete, a rencontré S.E. Mme Monique Nsanzabaganwa, Vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (CUA), le 23 janvier 2025. Les discussions de haut niveau ont réaffirmé l'engagement commun des deux institutions à accélérer la transformation économique du continent par le biais d'une coopération renforcée. Au cœur de la réunion, l'accent a été mis sur des domaines stratégiques clés, notamment l'intégration économique, le commerce, l'action climatique et la transformation numérique - des piliers essentiels pour réaliser à la fois l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable (ODD). Reconnaisant l'urgence d'efforts coordonnés, M. Gatete a souligné l'engagement de la CEA à soutenir les priorités de la CUA par l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, le renforcement des capacités institutionnelles et des solutions de financement novatrices. Alors que l'Afrique est confrontée à des défis économiques et environnementaux en constante évolution, le dialogue a mis en évidence la nécessité de tirer parti d'informations fondées sur des données et de favoriser les synergies entre l'ONU et la CUA afin de stimuler la croissance durable et la résilience. Les deux dirigeants ont réitéré leur engagement en faveur d'initiatives conjointes qui permettront non seulement d'accélérer le développement de l'Afrique, mais aussi de positionner le continent en tant qu'acteur clé dans le paysage économique mondial. La réunion a ouvert la voie à une collaboration plus approfondie, renforçant le rôle du multilatéralisme dans la résolution des problèmes les plus urgents de l'Afrique. Grâce à un engagement stratégique et à une action collective, les Nations unies et la CUA continuent d'œuvrer en faveur d'une Afrique plus prospère, plus intégrée et plus durable.



L'équipe dirigeante de la CEA trace une voie ambitieuse pour le développement de l'Afrique lors de sa retraite annuelle

L'équipe de direction s'est réunie au Botswana pour sa retraite annuelle, un rassemblement stratégique visant à recentrer l'attention de la Commission sur l'accélération de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et l'amélioration de l'adoption des politiques dans les États membres africains. La retraite a souligné l'engagement de la CEA à conduire le développement durable avec rapidité, en veillant à ce que ses initiatives se traduisent par des résultats impactants et réalisables. L'un des points forts de la retraite a été un engagement de haut niveau avec le gouvernement du Botswana, dirigé par le vice-président et ministre des finances, S.E. Ndaba Nkosinathi Gaolathe. Les discussions ont porté sur l'approfondissement de la coopération pour relever les défis économiques tout en s'alignant sur la Vision 2036 du Botswana, un plan directeur pour la prospérité à long terme. L'échange a porté sur des domaines essentiels tels que l'engagement des jeunes, la gouvernance, la création d'emplois et l'expansion du tourisme en tant que moteur de la compétitivité économique. Le

secrétaire exécutif de la CEA, M. Claver Gatete, a salué la remarquable transformation du Botswana, qui est passé d'un pays à faible revenu au moment de l'indépendance à une nation à revenu moyen supérieur aujourd'hui :

« Le Botswana est reconnu comme un symbole de bonne gouvernance, de gestion économique saine et de résilience ».

Il a noté que les institutions solides du pays, sa main-d'œuvre bien formée et ses secteurs émergents constituent une base solide pour ouvrir de nouvelles voies vers une croissance inclusive et durable. **Lire la déclaration complète ici :** [Remarques du Secrétaire exécutif, Claver Gatete, lors de la réunion CEA-Gouvernement du Botswana | Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique](#)



Célébration du dévouement : Cérémonie de remise des prix pour années de service et de reconnaissance du personnel de la CEA

Le 27 janvier 2025, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) a organisé sa cérémonie de remise des prix pour ancienneté de service et de reconnaissance du personnel, une occasion mémorable de rendre hommage à l'engagement et au dévouement des membres du personnel ayant servi l'organisation avec une loyauté sans faille. L'événement, coorganisé par la direction de la CEA et le Syndicat du personnel, s'est déroulé dans la salle de banquet du Centre de conférence des Nations unies à Addis-Abeba, avec la participation virtuelle des bureaux sous-régionaux et de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). La cérémonie a témoigné de la reconnaissance de l'UNECA pour les contributions inestimables de son personnel, en récompensant les membres du personnel qui ont atteint les 10, 15, 20, 25, 30 et 35 ans de service ininterrompu aux Nations Unies. Le Secrétaire exécutif Claver Gatete a prononcé le discours d'ouverture, suivi d'une allocution du Président du Syndicat du personnel, ouvrant ainsi la voie à la distribution des prix et des certificats. Au total, 72 membres du personnel du siège de la CEA ont été récompensés, ainsi que 14 membres des bureaux sous-régionaux et de l'IDEP, tous honorés pour leurs longs services. Leur dévouement a joué un rôle crucial dans l'avancement de la mission de la CEA et dans la promotion du développement durable à travers l'Afrique. **Visionnez la célébration ici :** [Cérémonie de remise des prix d'ancienneté et de reconnaissance du personnel de la CEA 2024](#)





LA CEA AU SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

Faire avancer le programme de développement de l'Afrique : La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a joué un rôle central lors du sommet de l'Union africaine (UA) de 2025, renforçant son engagement à soutenir l'intégration économique, la réforme financière et le développement durable du continent. Tout au long du sommet, la CEA a participé à des discussions de haut niveau, à des dialogues sur les politiques et à des initiatives clés visant à façonner la trajectoire de croissance de l'Afrique.

Conseil exécutif : Un engagement stratégique en matière de politique

Au Conseil exécutif de l'UA, la CEA a souligné l'urgence d'une réforme financière pour soutenir les aspirations de l'Afrique en matière de développement. Le secrétaire exécutif Claver Gatete a appelé à une architecture financière mondiale plus équitable, soulignant les obstacles structurels qui maintiennent les économies africaines dans un cycle d'endettement et de dépendance. Ses propos ont trouvé un large écho et ont été fortement médiatisés en Afrique et ailleurs, car il a souligné la nécessité d'aligner les mécanismes de financement sur les besoins de développement de l'Afrique.

Petit-déjeuner du MAEP : Renforcer la gouvernance pour l'avenir de l'Afrique

La CEA a participé au petit-déjeuner de dialogue du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), une plateforme dédiée à la promotion de la gouvernance et de la responsabilité sur le continent. Les discussions ont porté sur la manière de tirer parti des réformes de la gouvernance pour favoriser la transformation économique, améliorer la mise en œuvre des politiques et assurer une croissance durable et inclusive. La session a renforcé l'engagement de la CEA en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et du renforcement des capacités institutionnelles pour soutenir les pratiques de bonne gouvernance.

Indice des visas pour l'Afrique : Faciliter l'intégration régionale

En partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), la CEA a contribué aux discussions sur l'indice des visas pour l'Afrique, une initiative visant à renforcer la mobilité continentale et l'intégration commerciale. L'indice sert de référence pour le suivi de l'ouverture des visas en

Afrique, encourageant les politiques qui facilitent les déplacements pour les affaires, le tourisme et l'investissement. La CEA a souligné que l'élimination des obstacles à la mobilité est cruciale pour le renforcement de l'intégration économique dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

Engagements du Secrétaire général de l'ONU : Un appel mondial à l'action

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est adressé au Sommet, renforçant le soutien des Nations Unies à la résilience économique et climatique de l'Afrique. Au cours de sa conférence de presse, de la réunion d'échange avec le personnel et des réunions de haut niveau, il a rejoint le plaidoyer de la CEA en faveur de :

- La réforme financière - appelant à une révision du système financier mondial afin de mieux servir les économies en développement.
- Du financement pour le climat - exhortant les nations développées à respecter leur engagement de 100 milliards de dollars, en reconnaissant l'impact disproportionné du changement climatique sur l'Afrique, bien que celle-ci ne contribue qu'à 4 % des émissions globales.
- L'allègement de la dette et la réaffectation des droits de tirage spéciaux (DTS) - Soulignant la nécessité de

réaffecter rapidement les droits de tirage spéciaux (DTS) afin de soutenir les économies africaines dans leur redressement et leur croissance.

La participation du Secrétaire exécutif au Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) a renforcé la position de la CEA sur les défis de l'infrastructure en Afrique, en soulignant la nécessité d'investissements stratégiques dans les transports, l'énergie et l'infrastructure numérique pour stimuler le potentiel économique.

Façonner le récit : Impact médiatique

Le leadership de la CEA lors du Sommet a suscité une large couverture médiatique, les principales publications mettant en avant l'appel à la réforme du système financier mondial, à la justice réparatrice et au développement des infrastructures. Des articles publiés par APA News, Xinhua, People Daily, African Leadership Magazine et RT Africa ont relayé le plaidoyer de la CEA en faveur d'un système financier plus équitable, de la souveraineté économique et d'un développement inclusif.

Alors que l'Afrique poursuit sa marche vers la réalisation de l'Agenda 2063, la CEA reste déterminée à travailler aux côtés de l'Union africaine et des États membres, en fournissant des analyses stratégiques et des recommandations politiques pour accélérer le développement durable et la transformation économique.





FORUM DES ENTREPRISES AFRICAINES 2025 – PROMOUVOIR LES CHÂÎNES DE VALEUR POUR LA CROISSANCE DE L’AFRIQUE

En marge du Sommet de l’Union africaine de 2025, le Forum des entreprises africaines s’est tenu le 17 février 2025 à Africa Hall, Addis-Abeba (Éthiopie). Le forum a réuni des décideurs politiques, des chefs d’entreprise et des partenaires au développement pour discuter de la transformation économique de l’Afrique par le développement des chaînes de valeur.

Organisé par la Commission économique pour l’Afrique (CEA) en collaboration avec la Africa Finance Corporation (AFC), le forum a offert une plateforme de dialogue de haut niveau sur le renforcement de l’écosystème entrepreneurial africain. Les discussions ont porté sur la promotion du commerce intra-africain, l’industrialisation et l’investissement du secteur privé pour stimuler une croissance durable et la création d’emplois à travers le continent.

Principaux points saillants du Forum

- Dynamiser les chaînes de valeur africaines : Les participants ont souligné la nécessité de dépasser l’exportation de matières premières brutes en mettant l’accent sur la fabrication

locale, l’innovation et le développement industriel. Renforcer la valeur ajoutée dans divers secteurs garantirait des bénéfices économiques maximaux pour les nations africaines.

- Le secteur privé comme catalyseur de croissance : Les chefs d’entreprise et les investisseurs ont partagé leurs perspectives sur l’augmentation des investissements dans des secteurs prioritaires tels que l’agriculture, l’économie numérique, les énergies renouvelables et les infrastructures. Le renforcement des partenariats public-privé (PPP) a été identifié comme un moteur clé de la croissance économique.
- Renforcer le commerce dans le cadre de la ZLECAf : Le forum a mis en évidence l’importance d’harmoniser les politiques, de réduire les barrières commerciales et d’améliorer la logistique pour tirer pleinement parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Éliminer les obstacles au commerce transfrontalier renforcera l’intégration économique régionale et continentale.



- Financer l'industrialisation de l'Afrique : La CEA a souligné la nécessité de mécanismes de financement innovants, notamment le financement mixte, l'investissement à impact et les fonds souverains, pour accélérer le développement des chaînes de valeur et la diversification économique.

Le Forum des entreprises africaines 2025 a réaffirmé le rôle stratégique des chaînes de valeur dans la transformation de l'économie africaine. Il a renforcé la nécessité d'une action collaborative entre les gouvernements, le secteur privé et les partenaires au développement. Alors que l'Afrique s'efforce d'atteindre l'Agenda 2063 et les ODD, les participants ont souligné que l'intensification des initiatives commerciales et d'investissement sera essentielle pour libérer le plein potentiel du continent. **Plus d'articles sur le [Forum des entreprises africaines 2025](#) disponibles ici.**



La CEA au G20 : Claver Gatete plaide pour une voix africaine unifiée, une justice financière et climatique

Lors des réunions du G20 de 2025 en Afrique du Sud, Claver Gatete, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a souligné la nécessité d'une voix africaine unifiée pour faire face aux défis économiques urgents du continent. Il a rappelé que la présidence sud-africaine du G20 constitue une plateforme stratégique permettant à l'Afrique de porter les aspirations de ses 1,5 milliard de citoyens sur la scène mondiale. [Lire l'article complet ici.](#)

M. Gatete a souligné l'urgence d'établir un cadre équitable de résolution de la dette, notant qu'environ 20 pays africains sont actuellement en situation de détresse financière aiguë. Il a plaidé pour des solutions financières qui favorisent la croissance et le développement, plutôt que d'imposer des contraintes supplémentaires.

S'agissant du changement climatique, M. Gatete a rappelé qu'alors que l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions mondiales de carbone, elle est l'une des régions les plus touchées par les effets du climat. Il a appelé à un meilleur accès au financement climatique et à la concrétisation de l'engagement de 100 milliards de dollars par an en soutien aux pays africains pour l'atténuation et l'adaptation.

Le Secrétaire exécutif a également souligné la nécessité de réformer l'architecture financière mondiale afin qu'elle réponde plus efficacement aux besoins de développement de l'Afrique, notamment par un meilleur accès à des financements abordables et une réaffectation des droits de tirage spéciaux (DTS). Il a par ailleurs mis en avant l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme initiative transformatrice, et a appelé à des partenariats stratégiques avec les pays du G20 pour libérer le potentiel économique du continent.

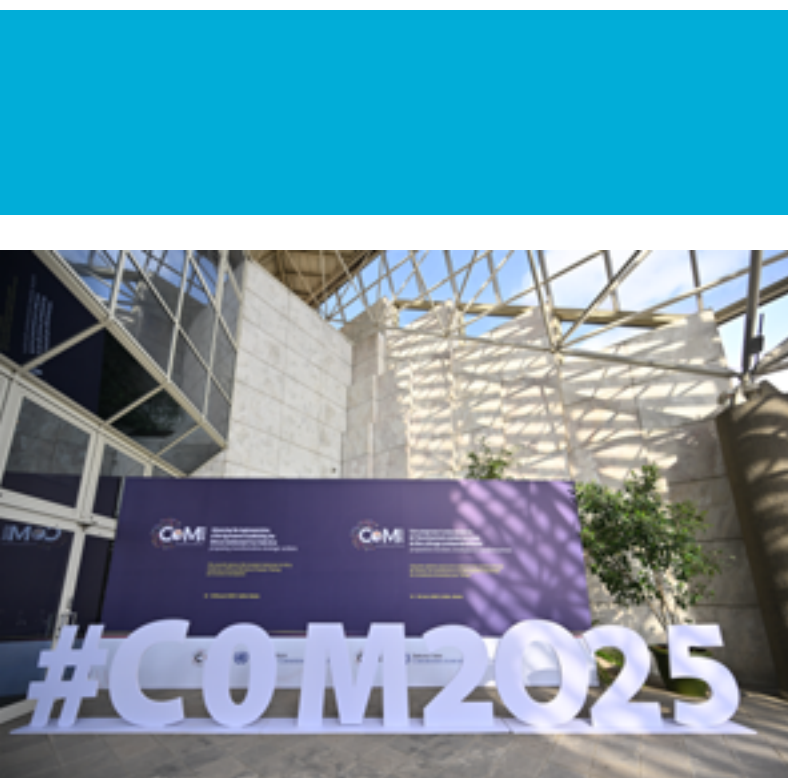
Lire l'intégralité de sa déclaration ici : <https://www.uneca.org/stories/statement-by-mr.-claver-gatete-at-the-first-g20-foreign-ministers%E2%80%99-meeting>

À travers ces interventions, M. Gatete a réaffirmé l'engagement de la CEA à faire entendre les priorités africaines dans les discussions mondiales sur la gouvernance économique.

CONFÉRENCE DES MINISTRES

La 57e session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique s'est tenue du 12 au 18 mars 2025 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Placée sous le thème : « *Faire progresser la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) : propositions d'actions stratégiques transformatrices* », la conférence a abordé des questions essentielles telles que la numérisation, la technologie, la sécurité alimentaire et la transition énergétique. L'événement a débuté par la réunion du Comité d'experts, qui s'est tenue du 12 au 14 mars, suivie de sessions parallèles les 15 et 16 mars. Le segment ministériel s'est déroulé les 17 et 18 mars, et a été marqué par un dialogue politique de haut niveau, la conférence commémorative annuelle Adebayo Adedeji et des tables rondes autour de différents sous-thèmes.

En savoir plus : <https://www.uneca.org/eca-events/fr/cfm2025>









Les **événements parallèles de la #COM2025**, organisés les 15 et 16 mars, ont offert une plateforme dynamique d'échanges approfondis sur les priorités économiques et de développement du continent. Ils ont réuni des décideurs politiques, des chefs d'entreprise et des experts pour explorer des solutions novatrices dans des domaines clés tels que le commerce régional, la transformation numérique, le financement climatique et la gouvernance économique. Les discussions ont porté sur la manière de tirer parti de la ZLECAf pour favoriser l'industrialisation, améliorer l'accès au financement durable et renforcer les cadres politiques afin de promouvoir une croissance inclusive. Ces échanges ont été essentiels pour dégager des stratégies concrètes visant à accélérer la transformation économique de l'Afrique.

Lors de la #COM2025, le **Rapport économique sur l'Afrique (REA) 2025** a été présenté par M. Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce à la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Intitulé « **Renforcer l'intégration économique et la résilience de l'Afrique : améliorer les capacités productives requises pour la ZLECAf** », le rapport souligne l'urgence pour l'Afrique de consolider ses capacités productives afin de tirer pleinement parti de la ZLECAf. M. Karingi a insisté sur la nécessité d'investir dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et les technologies numériques pour libérer le potentiel du continent, réduire sa dépendance aux marchés extérieurs et accroître sa résilience face aux chocs mondiaux. Le rapport appelle également à une plus grande cohérence des politiques, une collaboration régionale renforcée et des stratégies nationales adaptées afin de permettre aux pays africains de mieux s'intégrer aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

[Télécharger le rapport REA 2025.](#)



La conférence commémorative Adebayo Adedeji, moment fort de la 57e session de la Conférence des ministres, a rendu hommage à l'héritage durable du professeur Adebayo Adedeji, fervent défenseur de l'intégration économique africaine. Cette année, la conférence a été prononcée par S.E. le professeur Yemi Osinbajo, ancien vice-président du Nigéria, sur le thème : « *Faire progresser la mise en œuvre de l'Accord portant création de la ZLECAf : propositions d'actions stratégiques transformatrices* ».

Dans son intervention, le professeur Osinbajo a souligné que la ZLECAf n'est pas un simple accord commercial, mais un levier transformateur taillé sur mesure pour répondre aux défis spécifiques du développement économique africain. Il a plaidé en faveur d'approches audacieuses et novatrices pour sa mise en œuvre, en cohérence avec la vision du professeur Adedeji, fondée sur des solutions endogènes adaptées aux réalités du continent.

Il a décrit la ZLECAf comme une pièce maîtresse manquante dans le puzzle du développement africain, visant à surmonter les faiblesses structurelles ayant freiné la croissance, l'industrialisation et l'intégration du continent. Le professeur Osinbajo a appelé à des actions stratégiques pour activer les chaînes de valeur régionales, supprimer les barrières commerciales et promouvoir l'industrialisation. [Lire l'intégralité de la Conférence commémorative Adebayo Adedeji.](#)

Faire avancer la ZLECAf par des stratégies et une coopération renforcée : À la clôture de la #COM2025, les dirigeants ont réaffirmé que la mise en œuvre de la ZLECAf ne constitue pas un événement ponctuel, mais un processus stratégique et évolutif nécessitant patience, coordination et volonté politique affirmée. S.E. Riyad Mezzour, président du bureau de la conférence et ministre marocain de l'industrie et du commerce, a souligné que pour réaliser pleinement le potentiel de la ZLECAf, des actions transformatrices sont nécessaires, notamment l'activation des chaînes de valeur régionales et la levée des obstacles au commerce intra-africain. La conférence a également mis en lumière l'importance de la numérisation, de l'autonomisation des jeunes et du développement durable comme moteurs de transformation économique. M. Claver Gatete, Secrétaire exécutif de la CEA, a insisté sur l'urgence de promouvoir le commerce et l'investissement intra-africains dans un contexte financier mondial incertain, plaidant pour des stratégies nationales adaptées pour accroître la compétitivité du continent. De son côté, S.E. le professeur Nthuli Ncube, ministre des finances du Zimbabwe, a appelé à la création d'une agence africaine de notation de crédit pour renforcer la crédibilité financière et soutenir les objectifs de la ZLECAf. La conférence s'est conclue sur une volonté commune d'accélérer l'intégration économique, l'innovation numérique et des pratiques commerciales durables, faisant de la ZLECAf un pilier fondamental pour la prospérité future de l'Afrique.

En savoir plus : <https://www.uneca.org/eca-events/fr/stories/la-mise-en-oeuvre-de-la-zlecaf-exige-une-patience-et-une-strategie>



g job creation and economic growth
g sustainable, inclusive, science-and
nce-based solutions for the
Agenda and Agenda 2063



FRADD-11 : ACCÉLÉRER LA VOIE DE L'AFRIQUE VERS 2030 ET AU-DELÀ

Placée sous le thème « *Stimuler la création d'emplois et la croissance économique grâce à des solutions durables, inclusives et fondées sur des données scientifiques et factuelles pour le Programme 2030 et l'Agenda 2063* », la onzième session du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-11) a rassemblé plus de 1 200 participants venus du continent et d'ailleurs.

Co-organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Gouvernement de l'Ouganda, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres partenaires du système des Nations Unies, le Forum a constitué une plateforme essentielle pour aligner les priorités de développement de l'Afrique avec les dynamiques mondiales et les défis émergents.

Alors que seuls 10 des 144 cibles mesurables des ODD en Afrique sont en bonne voie, le Forum a lancé un appel pressant à une action à grande échelle. Des sessions de haut niveau, des dialogues ministériels, des panels d'experts, des engagements de la jeunesse et des événements parallèles se sont tenus du 3 au 9 avril 2025 au Centre de conférences du Speke Resort à Kampala. Les participants ont abordé des défis urgents tels que la durabilité de la dette, la résilience climatique,

les déficits de financement, l'inclusion technologique et l'intégration régionale.

Principaux résultats et messages :

- **Mise en œuvre accélérée** : Les États membres se sont engagés à accélérer la mise en œuvre intégrée de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063, reconnaissant l'urgence d'inverser les tendances négatives et de renforcer les actions transformatrices.
- **Financement durable** : Des appels ont été renouvelés pour renforcer la mobilisation des ressources nationales, restructurer la dette, améliorer les notations de crédit et faciliter l'accès au financement climatique. Le recours à des instruments novateurs comme les obligations vertes et bleues, les obligations liées à la durabilité et le financement mixte a été mis en avant.
- **Intégration régionale et valeur ajoutée** : Le Forum a exhorté à accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à investir dans les chaînes de valeur régionales, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des minéraux, pour stimuler la croissance inclusive et la création d'emplois.

- **Jeunesse, genre et inclusion** : Les délégués ont insisté sur la nécessité de renforcer l'engagement des jeunes, d'adopter des politiques sensibles au genre et de promouvoir des cadres de développement inclusifs qui ne laissent personne de côté, y compris les personnes handicapées, les personnes âgées et les communautés marginalisées.
- **Science, technologie et innovation (STI)** : Un fort soutien a été exprimé en faveur de l'utilisation des technologies numériques, de l'intelligence artificielle et des écosystèmes d'innovation pour répondre aux défis du développement et combler les lacunes en matière de connaissances.
- **Résilience climatique et durabilité environnementale** : Le Forum a appelé à renforcer les stratégies d'adaptation, à promouvoir des solutions fondées sur la nature et à mettre en place des mécanismes de responsabilité pour faire face au changement climatique et à la perte de biodiversité, notamment dans les régions les plus vulnérables.
- **Données et politiques fondées sur des preuves** : Les participants ont souligné le rôle crucial des données de qualité, opportunes et désagrégées dans l'élaboration des politiques, le suivi des progrès et la responsabilisation. Un soutien a été exprimé pour le renforcement des systèmes statistiques nationaux et l'investissement dans les infrastructures de données géospatiales.
- **Coopération Sud-Sud et réforme multilatérale** : FRADD-11 a mis en évidence l'importance de l'apprentissage entre pairs entre l'Afrique et d'autres régions, notamment l'Amérique latine et les Caraïbes, et a réitéré la position de l'Afrique sur l'urgence de réformer le système des Nations Unies et l'architecture financière mondiale.
- **Document final et Déclaration de Kampala** : Le Forum a adopté un ensemble de messages clés à faire valoir dans les processus mondiaux, notamment le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN 2025), la quatrième Conférence sur le financement du développement, la COP30 et le deuxième Sommet mondial pour le développement social. La Déclaration de Kampala a été approuvée en tant que cadre directeur pour un développement durable, inclusif, scientifique et fondé sur des données probantes à travers le continent.
Lire le rapport complet ici : [FRADD-11 Rapport](#)

- L'un des temps forts du Forum a été le **Dialogue présidentiel**, présidé par S.E. Yoweri Kaguta Museveni, Président de l'Ouganda, en présence de S.E. Emmerson Mnangagwa (Président du Zimbabwe), S.E. Gaudencio Mohaba Mesu (Premier Vice-Premier Ministre de la Guinée équatoriale), S.E. John Mbadi (Ministre du Cabinet du Kenya), de l'ancien Président tanzanien Jakaya Kikwete et du Président du Conseil économique et social des Nations Unies.

Principaux messages du dialogue :

- Appel fort aux pays africains à aller au-delà de l'exportation de matières premières et à privilégier la valeur ajoutée et l'industrialisation, notamment dans les secteurs minier et agricole (ex. : café, thé, cacao).
- Urgence renouvelée pour mettre pleinement en œuvre la ZLECAf et ratifier le Protocole sur la libre circulation, en reconnaissant l'intégration régionale comme un pilier de croissance inclusive et durable.
- Nécessité d'investissements soutenus dans l'éducation et le développement des compétences, notamment pour la jeunesse africaine, en promouvant l'enseignement des STIM, l'égalité des sexes et l'adoption des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle et l'Internet des objets.
- Appel à mobiliser les ressources nationales pour financer le développement tout en appelant à des partenariats extérieurs fondés sur le respect mutuel, l'humilité et un dialogue inclusif – affirmant l'agence et l'autodétermination de l'Afrique.
- Nécessité pour les gouvernements et les acteurs non étatiques de promouvoir une culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat, en facilitant l'accès au financement et en canalisant les investissements vers la croissance verte et les secteurs stratégiques, afin de générer de nouvelles sources de richesse et d'emplois.

L'Afrique quitte Kampala avec une voix unifiée, des priorités concrètes et une urgence renouvelée pour réaliser les ODD et l'Agenda 2063 avant que la fenêtre d'opportunité ne se referme.

En savoir plus : [FRADD 2025](#)





La CEA plaide en faveur d'une réforme plus ambitieuse du système financier mondial lors de la réunion du G20 en Afrique du Sud

La Secrétaire exécutive adjointe, Mme Hanan Morsy, a conduit la délégation de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à la deuxième réunion des adjoints des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales, organisée dans le cadre de la présidence sud-africaine du G20 à Cape Town, Afrique du Sud. Dans son intervention, Mme Morsy a souligné l'urgence d'un meilleur alignement entre le G20 et la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), afin de répondre aux défis financiers auxquels font face les économies africaines. Elle a appelé à une refonte complète de l'architecture mondiale de la dette, avec des mécanismes de financement plus équitables soutenant le développement à long terme de l'Afrique. Elle a également insisté sur la nécessité d'un soutien renforcé pour atténuer les chocs exogènes, en particulier les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les crises climatiques, qui continuent de nuire à la stabilité économique du continent. Soulignant le rôle crucial des chaînes de valeur régionales, Mme Morsy a plaidé pour un investissement accru dans la production locale et l'industrialisation, moteurs d'une transformation économique inclusive. Cette réunion a réaffirmé l'engagement de la CEA à défendre la résilience financière de l'Afrique et son intégration équitable dans l'économie mondiale, tout en appelant à des réformes systémiques qui placent le continent au cœur des décisions économiques mondiales.



En clôturant le segment des experts de la 57e session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, Mme Hanan Morsy, Secrétaire exécutive adjointe et Économiste en chef de la CEA, a salué la profondeur des échanges et le dialogue constructif des participants tout au long des sessions techniques. Elle a mis en avant le rôle fondamental de ce segment dans l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, soulignant que les discussions ont jeté les bases des délibérations ministérielles à fort impact. Elle a réitéré l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf par le biais d'investissements stratégiques, du renforcement des chaînes de valeur régionales et de la cohérence des politiques. Mme Morsy a également souligné l'importance de solutions innovantes pour combler les lacunes de financement de l'Afrique, favoriser la transformation numérique et renforcer la résilience climatique. Elle a encouragé les États membres à tirer pleinement parti des outils analytiques, plateformes de données et appuis techniques de la CEA pour faire avancer leurs priorités nationales et régionales. **Lire son intervention complète ici : [Hanan Morsy – Allocution de clôture](#)**

Mme Hanan Morsy a clôturé le premier trimestre 2025 avec une reconnaissance méritée : elle figure sur la liste prestigieuse « 50 Power List » du magazine *Exquisite* et du *Africa Women CEOs Network*. Reconnue pour son engagement fort en faveur de l'égalité de genre et de l'autonomisation économique des femmes, Mme Morsy a toujours fait de ces priorités un axe central de son leadership en matière de politique économique. Lors de son mandat à la Banque africaine de développement (BAD), elle a dirigé des travaux de recherche d'envergure sur les politiques sensibles au genre et l'inclusion financière des femmes, mettant en évidence le coût économique des inégalités entre les sexes.

Elle rejoint une cohorte inspirante de leaders africaines, notamment des PDG, entrepreneures, responsables publiques et actrices du changement, qui transforment les dynamiques de leadership et stimulent un développement inclusif à travers le continent.

Mme Morsy a également été nommée membre du nouveau **G20 Africa Expert Panel**, institué dans le cadre de la présidence sud-africaine du G20 en 2025. Ce groupe d'experts vise à formuler des propositions politiques concrètes pour accroître le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale et renforcer la coopération financière internationale. Parmi cinq économistes africains éminents siégeant au panel, Mme Morsy contribuera de son expertise approfondie en politique macroéconomique, viabilité de la dette et transformation structurelle pour élaborer des recommandations qui reflètent les priorités de développement du continent. En savoir plus ici : [Communiqué – G20 Africa Expert Panel](#)

La CEA renforce son appui programmatique pour un impact accru

Le Secrétaire exécutif adjoint, M. Antonio Pedro, a conclu une retraite de deux jours, consacrée au renforcement de la planification intégrée du pilier d'appui programmatique de la CEA. Cette initiative établit une nouvelle référence en matière de suivi, de mise en œuvre et de normes de performance. La retraite visait à améliorer la coordination, rationaliser les processus et renforcer les mécanismes de redevabilité afin d'assurer un soutien plus efficace aux États membres africains. Au cours des discussions, M. Pedro a souligné l'importance cruciale de la prise de décision fondée sur les données, du suivi des performances et de l'alignement stratégique pour maximiser l'impact de la CEA dans ses domaines prioritaires. Il a insisté sur la nécessité de cadres rigoureux de suivi et de normes opérationnelles claires afin de garantir une exécution efficace et des résultats mesurables. Cette retraite a réaffirmé l'engagement de la CEA à fournir une assistance technique de haute qualité et un appui stratégique aux politiques publiques, en veillant à ce que ses interventions répondent aux besoins de développement en constante évolution du continent.

Lors de l'ouverture de la **57e session de la Conférence des ministres (COM2025)**, **M. Antonio Pedro** a donné le ton des délibérations en appelant à une action stratégique et ambitieuse pour accélérer le développement du continent. Il a souligné l'urgence de diversifier les économies africaines, d'industrialiser et de stimuler les investissements productifs. Malgré l'abondance des ressources naturelles et le potentiel de l'Afrique, la croissance reste trop lente et inégalement répartie pour répondre aux ambitions du continent.

M. Pedro a mis en avant l'importance de la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme levier pour renforcer l'intégration régionale, accroître la résilience et promouvoir une croissance inclusive. Il a exhorté les États membres à engager des réformes qui renforcent les institutions, attirent les investissements privés et développent les chaînes de valeur régionales – des éléments essentiels pour transformer le paysage économique et social de l'Afrique. **Lire l'intégralité de son intervention ici : [Antonio Pedro – Allocution d'ouverture COM2025](#)**





FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS CLÉS DE LA CEA

Macroéconomie, gouvernance et finance

- En collaboration avec le ministère des Finances et de la Planification du développement du Libéria, la CEA a organisé un atelier à Monrovia pour former des responsables à l'utilisation de l'Outil intégré de planification et de rapport (IPRT), un outil numérique conçu pour aligner le futur Plan national de développement du Libéria sur les agendas de développement régionaux et mondiaux. Les participants ont salué la convivialité de l'outil et ont recommandé son extension à la planification sectorielle et au niveau des comtés. La Coordinatrice résidente des Nations Unies, Christine Umutoni, a souligné son potentiel pour renforcer la planification du développement dans les 15 comtés du pays. [\[En savoir plus ici.\]](#)

À l'occasion de la signature du renouvellement du protocole d'accord entre la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le 18 mars 2025 à Addis-Abeba, le Secrétaire exécutif adjoint Antonio Pedro a souligné l'urgence de bâtir des systèmes agricoles résilients et intelligents face au climat sur le continent africain. Rappelant la vulnérabilité de l'Afrique aux chocs climatiques, M. Pedro a insisté sur l'importance de la planification stratégique et de l'anticipation pour permettre aux pays de répondre efficacement à l'évolution des conditions environnementales et garantir la sécurité alimentaire à long terme.

Ce renouvellement marque un engagement renforcé entre la CEA et la FAO pour promouvoir une agriculture durable, l'intégration régionale et la résilience climatique. Il s'appuie sur des années de collaboration dans la transformation des systèmes agroalimentaires africains, en cohérence avec les objectifs de la ZLECAf et les priorités plus larges de développement du continent. M. Pedro a réaffirmé la volonté de la CEA de travailler avec la FAO et les gouvernements nationaux afin de mobiliser les données, l'innovation et les politiques publiques pour libérer le potentiel de l'agriculture comme moteur de croissance inclusive et de durabilité environnementale.

Lire l'article complet : [Optimisme pour le commerce agricole et l'agriculture durable en Afrique](#)

Technologie et innovation

- À Addis-Abeba, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), par l'intermédiaire de sa Division de la technologie, de l'innovation, de la connectivité et du développement des infrastructures (TICID), a organisé un atelier visant à renforcer les systèmes de transport durable dans les pays en développement sans littoral (PDSL), dans le cadre du Programme d'action 2024-2034. Les participants ont souligné l'importance de la coopération régionale, des investissements stratégiques dans les infrastructures et de l'harmonisation des politiques pour stimuler les opportunités commerciales et promouvoir un développement inclusif et résilient au climat dans les PDSL. [\[Lire l'article complet ici.\]](#)
- Organisé sous l'égide du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les transports, un atelier technique s'est tenu le 23 janvier 2025 à Addis-Abeba pour renforcer la résilience du secteur africain de l'aviation civile après la pandémie de COVID-19. Des experts, des décideurs politiques et des acteurs du secteur ont mis en évidence la nécessité de renforcer la gestion des crises, d'augmenter les investissements dans les infrastructures numériques et la cybersécurité,

et d'assurer un soutien accru des gouvernements. Robert Lisinge (CEA) et Abderahmane Berthé (AFRAA) ont appelé à un cadre coordonné pour bâtir une industrie aérienne plus durable et résiliente face aux chocs sur le continent. [\[Plus d'informations ici.\]](#)

Résilience climatique

- Un atelier de validation du Plan d'action pour l'économie circulaire en Afrique et dans les îles de l'océan Indien (CEAP) s'est tenu du 27 au 28 janvier 2025 à l'île Maurice, dans le but d'affiner les stratégies de promotion de l'économie circulaire dans la région. [\[Plus de détails ici.\]](#)
- En février 2025, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Alliance Bioversity International et CIAT ont organisé un atelier à Addis-Abeba afin d'aborder les effets croissants du changement climatique sur la sécurité humaine en Éthiopie. En utilisant la méthode prospective des « Trois Horizons », des participants issus du gouvernement, du monde universitaire et de la société civile ont examiné l'impact des risques climatiques sur l'alimentation, l'eau et les moyens de subsistance, tout en identifiant des réponses stratégiques pour l'avenir. L'atelier a souligné la nécessité de renforcer les systèmes de données et de mettre en œuvre des solutions intégrées et centrées sur les populations pour faire face aux liens complexes entre changement climatique et sécurité humaine. [\[En savoir plus ici.\]](#)
- Également en février 2025, plus de 38 experts financiers se sont réunis à Cape Town lors de la table ronde « Faire plus avec moins : innover pour faire face à la dette et au climat », organisée par la Coalition pour une dette durable et le Climate Policy Initiative. Les discussions ont porté sur des instruments financiers innovants pour répondre à

l'endettement excessif et au déficit de financement climatique dans les marchés émergents. Parmi les sujets clés abordés figuraient les conversions de dette contre action climatique, les mécanismes d'amélioration du crédit, ainsi que l'importance d'efforts institutionnels concertés pour élaborer des cadres politiques concrets en amont de la COP30. [\[Lire plus ici.\]](#)

Intégration régionale et commerce

- Le Botswana a lancé l'élaboration d'une Stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dans le but d'accroître sa participation et de diversifier son économie. Lors d'un forum consultatif national à Gaborone, Goemeone Mogomotsi, Secrétaire permanent adjoint du ministère du Commerce et de l'Entrepreneuriat, a souligné la nécessité d'aligner les atouts nationaux sur la demande continentale pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAf. Cette stratégie vise à intégrer le Botswana dans les chaînes de valeur continentales, en stimulant l'industrialisation et la transformation économique. Créée en 2018, la ZLECAf a pour objectif de créer un marché unique en Afrique en supprimant les barrières commerciales, promouvant ainsi une intégration économique approfondie et un développement durable. Le forum, organisé en collaboration avec la CEA, a rassemblé divers acteurs pour élaborer un plan d'action clair facilitant l'engagement du secteur privé. [\[En savoir plus ici.\]](#)
- Le Centre africain des politiques commerciales (ATPC) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a tenu sa cinquième réunion du Comité directeur à Addis-Abeba. La rencontre a rassemblé des représentants du Secrétariat de la ZLECAf, d'Affaires mondiales Canada, des communautés économiques régionales





ainsi que divers partenaires du développement et du secteur privé. Les participants ont passé en revue les réalisations de l'ATPC en 2024, approuvé son programme de travail et son budget pour 2025, et discuté des stratégies visant à accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf. Les discussions ont mis en avant la nécessité d'une mobilisation plus large des parties prenantes pour que les avantages de la ZLECAf soient largement partagés à travers les sociétés africaines. [\[Plus de détails ici.\]](#)

- La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'Union africaine (CUA) ont organisé une réunion de deux jours à Mombasa, au Kenya, rassemblant des représentants gouvernementaux, des experts de la migration, des membres de la diaspora, des acteurs du secteur privé, des représentants de la société civile et des jeunes leaders. L'objectif était de faire progresser la ratification du Protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes, en mettant en avant son potentiel en matière de croissance économique et d'intégration régionale. Les participants ont examiné et validé un rapport intitulé « Renforcer la libre circulation des personnes et les voies de mobilité de la main-d'œuvre et de portabilité des compétences au Ghana, au Kenya et en Zambie », dans le cadre d'une initiative plus large visant à redéfinir le récit sur la migration africaine et à lever les obstacles actuels à la mobilité. Francis Ikome, Chef de la Section de l'intégration régionale à la CEA, a souligné que, contrairement aux perceptions mondiales, la migration intra-africaine représente une opportunité plutôt qu'un défi. La réunion a insisté sur l'urgence d'accélérer la ratification du Protocole afin de faciliter une plus grande mobilité de la main-d'œuvre et une intégration économique accrue entre les pays africains. [\[En savoir plus.\]](#)

Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et de la politique sociale (GPSPD)

- Un atelier organisé à Addis-Abeba par la Division du genre, de la pauvreté et des politiques sociales (GPSPD) de la CEA a mis en lumière le rôle des examens locaux volontaires (ELV) dans la localisation des ODD. Rassemblant des décideurs politiques et des acteurs de la société civile, l'événement a souligné l'importance de la planification locale, des données et de la participation pour aligner les objectifs nationaux sur les besoins des communautés. [\[Lire l'article ici.\]](#)
- Une réunion d'experts et de hauts responsables sur l'évaluation de la performance financière de la ville de Dar es Salaam s'est tenue à Zanzibar les 13 et 14 février 2025. Cette rencontre a réuni des représentants de haut niveau de la Tanzanie et d'autres pays africains pour examiner et valider la santé financière de la ville, et identifier des stratégies visant à renforcer son espace budgétaire face aux défis urbains persistants. [\[Plus de détails ici.\]](#)
- Des hauts responsables et experts issus de six conseils municipaux africains — Addis-Abeba, Dar es Salaam, Kigali, Nairobi, Lusaka et Yaoundé — se sont réunis à Kigali pour élaborer des stratégies destinées à renforcer le financement municipal en vue d'un développement urbain résilient et durable. La réunion a mis en évidence la nécessité cruciale d'une gestion financière robuste pour répondre aux défis posés par l'urbanisation rapide et le changement climatique. Les discussions ont porté sur l'autonomisation des gouvernements locaux à travers des stratégies financières innovantes et durables pour atteindre des objectifs de développement à court et long terme. [\[Lire plus ici.\]](#)

- La CEA a annoncé son intention de mobiliser les parties prenantes en Éthiopie, au Ghana, au Kenya et au Zimbabwe pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain dans le cadre de l'Initiative pour la qualité de vie de l'ONU-Habitat. Cette initiative s'appuie sur l'indice de qualité de vie, qui évalue les conditions urbaines à travers neuf domaines clés, notamment l'accès aux services de base, au logement et aux opportunités économiques. [[En savoir plus ici.](#)]

- CSW69: La CEA a participé activement à la soixante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) à New York, marquant le 30^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Beijing+30). Lors d'un dialogue de haut niveau, le Secrétaire exécutif de la CEA, Claver Gatete, a souligné l'engagement de l'Afrique en faveur de l'égalité de genre et l'urgence de lever les obstacles structurels à l'autonomisation des femmes. Il a mis en avant les avancées comme les défis persistants en matière d'éducation, de représentation politique, d'inclusion économique et de fracture numérique entre les sexes. M. Gatete a présenté les priorités stratégiques de la CEA, notamment les réformes juridiques et politiques, le renforcement des données sur le genre et de la redevabilité, le plaidoyer pour l'allègement de la dette afin de financer des investissements sensibles au genre, ainsi que la promotion de la résilience économique et du leadership des femmes dans l'action climatique. Parallèlement, la CEA a célébré la Journée internationale des femmes 2025 sous le thème « Pour TOUTES les femmes et les filles : Droits. Égalité. Autonomisation. » Cette commémoration a mis en lumière les progrès accomplis, tels que l'amélioration de la parité en éducation et l'augmentation de la participation

politique des femmes, tout en reconnaissant les défis persistants tels que les obstacles économiques, les violences basées sur le genre et la sous-représentation dans les postes de décision. La CEA a réaffirmé son engagement à accélérer les efforts pour parvenir à une égalité de genre complète en Afrique. [[Plus de détails ici](#)]

Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique du Nord

Le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique du Nord a organisé un atelier de lancement à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans le cadre de son projet de renforcement du lien migration-développement en Afrique. L'objectif est de mieux comprendre la contribution de la diaspora au développement durable, ainsi que d'identifier les outils et politiques permettant d'optimiser les bénéfices des transferts de fonds. [[En savoir plus sur l'atelier ici.](#)]

Le Bureau pour l'Afrique du Nord soutient l'Égypte dans ses efforts pour améliorer l'efficacité de son système fiscal en vue de renforcer la mobilisation des ressources nationales. Un atelier de cinq jours, tenu récemment au Caire, a permis de former des hauts fonctionnaires de l'Autorité fiscale égyptienne à l'audit des entreprises publiques dans les secteurs du ciment et de la transformation alimentaire. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large visant à renforcer les compétences des auditeurs fiscaux et à mettre en place un cadre unifié d'audit fiscal, notamment dans les nouveaux Centres des grands contribuables. Les impôts représentant plus de 75 % des recettes générales de l'Égypte, ces mesures de renforcement des capacités sont essentielles pour le maintien des programmes sociaux et la réalisation des Objectifs de développement durable dans un contexte économique difficile. [[Lire plus ici.](#)]





Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale

- En collaboration avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement, l'ONUDI et le PNUD, le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique centrale a organisé un symposium à Douala visant à harmoniser les cadres de développement de la nouvelle génération de zones économiques spéciales (ZES) en Afrique. L'événement a réuni des experts des États membres de la CEEAC et de la CEMAC, des institutions financières, des partenaires au développement et du secteur privé, dans le but d'accélérer la mise en place de ZES comme outils d'industrialisation inclusive, durable et de diversification économique en Afrique centrale. [[Lire l'article ici.](#)]
- Plus de 60 experts se sont réunis à Kolwezi, en République démocratique du Congo (RDC), pour examiner les impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation minière dans un contexte de forte demande mondiale en minéraux essentiels à la transition énergétique verte. Compte tenu des importantes réserves stratégiques de la RDC en lithium, cuivre, manganèse, nickel et cobalt – composants clés pour les batteries de véhicules électriques – l'atelier a mis l'accent sur l'intégration de pratiques durables et inclusives dans la chaîne de valeur régionale des batteries et véhicules électriques (BEV). [[Lire l'article ici.](#)]
- La CEA a organisé une session, en collaboration avec l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA), afin d'examiner les défis et opportunités liés au développement d'une économie bleue résiliente

au climat en Afrique centrale. La session a présenté l'outil d'évaluation de l'économie bleue (Blue Economy Valuation Toolkit - BEVTK) de la CEA, conçu pour mesurer les contributions économiques, sociales et écologiques des ressources aquatiques, afin d'éclairer les politiques publiques fondées sur les données en faveur d'un développement durable du secteur. [[Plus d'informations ici.](#)]

- Le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA a réuni des négociateurs en chef, des experts nationaux, des opérateurs économiques et des universitaires pour partager les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Les consultations ont révélé que, bien que la majorité des pays d'Afrique centrale aient accompli les prérequis techniques – tels que la notification de leurs offres tarifaires au Secrétariat de la ZLECAf – seul le Cameroun a intégré ces offres dans son cadre juridique national, facilitant ainsi les échanges dans le cadre de l'Initiative du commerce guidé. [[En savoir plus ici.](#)]

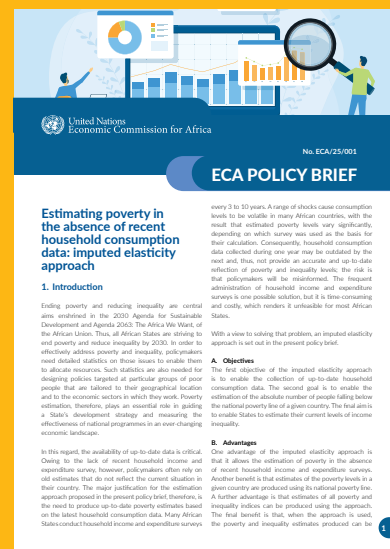
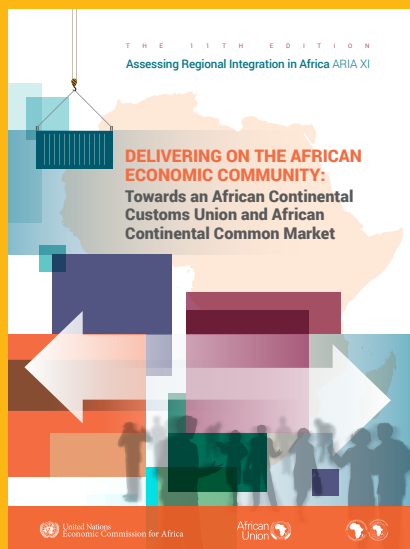
Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest

Le Togo, avec l'appui technique du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, a renforcé son engagement à intégrer la Budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD) dans son cycle budgétaire 2026. Cette initiative vise à optimiser l'allocation des ressources publiques en tenant compte des dynamiques démographiques, notamment des besoins de la population majoritairement jeune du pays. [[En savoir plus ici.](#)]

GÉNÉRATION DE CONNAISSANCES

Au cours du dernier trimestre de l'année, la CEA a publié les principales publications suivantes :

ERA (Rapport économique sur l'Afrique) | **ARIA** (Rapport sur l'intégration régionale en Afrique) | **Notes d'orientation politique (Policy Briefs)**



Consultez davantage de publications ici : <https://www.uneca.org/?q=publications>

Et accédez au dépôt institutionnel de la CEA ici : <https://www.uneca.org/knowledge-services-section/institutional-repository>

PERSPECTIVES NOS ÉVÉNEMENTS CLÉS

- **Sommet mondial sur la société de l'information en Afrique (WSIS+20) – Revue régionale 2025**
Thème: Réalisations, défis et perspectives
Dates: du 14 au 16 mai 2025
Lieu : Cotonou, Bénin (format hybride)

Cet événement régional rassemblera les parties prenantes de tout le continent pour évaluer les progrès accomplis depuis le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), identifier les défis persistants et proposer des orientations stratégiques pour l'avenir numérique de l'Afrique.

- Pour en savoir plus : <https://www.uneca.org/eca-events/fr/smsi-bilan-regional-africain-2025>

Podcast "Sustainable Africa" de la CEA : À travers les grands événements de la CEA, nous mettons en lumière les récits humains derrière les thématiques que nous défendons, en donnant la parole aux parties prenantes, personnalités publiques et acteurs du développement durable.

Découvrez notre **Série de Podcasts Sustainable Africa** sur la chaîne YouTube de la CEA : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLcfKplk33JtGQGtMWgEYcSmQLFXEd3yTz>